

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

30/05/2012

Parlement

Reprise de l'examen du projet de loi accordant l'immunité pénale aux militaires

Plus positifs et plus conciliants que lors de la réunion du mardi 22 mai, les membres de la Commission des affaires étrangères, de la défense nationale, des affaires islamiques et des Marocains résidant à l'étranger relevant de la Chambre des représentants, toutes tendances confondues, ont poursuivi, hier, l'examen du projet de loi N° 01.12 relatif aux garanties fondamentales, accordées aux militaires des Forces armées royales en attendant que le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) ne donne son avis consultatif sur la question.

D'après les interventions des membres de la Commission, l'article 7 du projet de loi en question, tel que formulé, ne peut pas faire l'unanimité de tous étant donné que les avis divergent sur sa conformité ou non avec les dispositions de la Constitution et des engagements internationaux du Royaume en la matière ainsi qu'avec les recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER).

Nombre de députés ont recommandé d'approfondir le débat à ce sujet et de charger si c'est nécessaire une sous commission de l'élaboration d'un nouveau texte, qui ferait l'unanimité de toutes les parties concernées y compris les acteurs de la société civile et des organisations des droits humains.

Saisi par le parlement, le CNDH a en effet organisé, samedi dernier, un atelier, à l'issue duquel un certain nombre de critiques ont été émises au sujet de la non-conformité des dispositions de l'article 7 de ce projet aux conventions internationales et engagements internationaux du Maroc en matière des droits humains. Des intervenants auraient même appelé à la révision de cet article tout en proposant l'organisation mercredi au siège du CNDH d'une journée d'étude avec la participation du gouvernement et des groupes parlementaires.

Selon des experts ayant pris part à cet atelier, les dispositions de l'article 7 telles que formulées doivent faire l'objet d'un amendement, pour qu'elles soient conformes aux conventions internationales et à la nouvelle Constitution dans le but de ne pas faire bénéficier les militaires des FAR de l'impunité.

Pour le CNDH, il est également nécessaire de tenir compte dans le cadre de ce dossier des recommandations de l'IER, visant notamment à protéger l'ensemble des citoyens de tout excès ou abus, à éviter que des responsables militaires ou civiles ne se sentent au dessus de la loi et à mettre en place le dispositif législatif nécessaire à cette stratégie. Exprimant son avis à ce sujet, la Coalition marocaine des organismes des droits

humains indique dans un communiqué que "ce projet constitue un danger quant à ses dispositions explicites visant à légitimer l'impunité, l'atteinte aux libertés et la menace de la sécurité et de la vie des citoyens et qu'il ne respecte ni les normes internationales des droits humains ni la Constitution et les recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation, ni les revendications des organisations des droits humains nationales et internationales".

La Coalition appelle à cette occasion le gouvernement et le parlement à "assumer leur responsabilité historique et à s'opposer à toute légitimation des règles d'impunité en apportant au projet des modifications substantielles qui constitueraient les jalons du respect de la légitimité de la loi et de l'État de droit".

Selon la Coalition, il est nécessaire d'amender le projet en question dans le but de "relier l'absence de responsabilité pénale lors de l'exécution des ordres reçus sur le territoire national avec le respect des règles de la Constitution et des garanties des droits humains et que l'ordre reçu ne soit pas contraire à la législation internationale et aux normes onusiennes quant à l'usage de la force publique".

M'Barek Tafsi
(Suite en p.2)



Parlement : reprise de l'examen du projet de loi accordant l'immunité pénale aux militaires

(Suite de la page 1)

Pour la Coalition, "l'émission des ordres et leur exécution doivent être en conformité avec les règles professionnelles et de responsabilité dévolues aux militaires pour la protection des habitants civils durant la paix et la guerre et veiller à ce que l'État respecte ses engagements quant à la prohibition de la torture et la protection des personnes contre la disparition forcée et autres violations graves des droits humains qui ne peuvent être justifiées en aucune circonstance". Le texte doit également "stipuler explicitement que les militaires doivent se conformer aux normes incitant au respect des droits, de la dignité des personnes et de l'inviolabilité des biens publics et privés", ajoute le communiqué, ajoutant que le projet doit stipuler de même "que les militaires se doivent de respecter le principe de proportionnalité lors de l'émission des ordres d'usage de la force et pendant leurs exécutions et que tout usage de la force excédant les moyens nécessaires pour atteindre l'objectif légitime dans le cadre de l'État de droit implique la responsabilité des donneurs d'ordres ou des exécutants selon chaque cas".

En outre, poursuit le communiqué "les violations des droits humains et les infractions à la loi ne doivent aucunement avoir

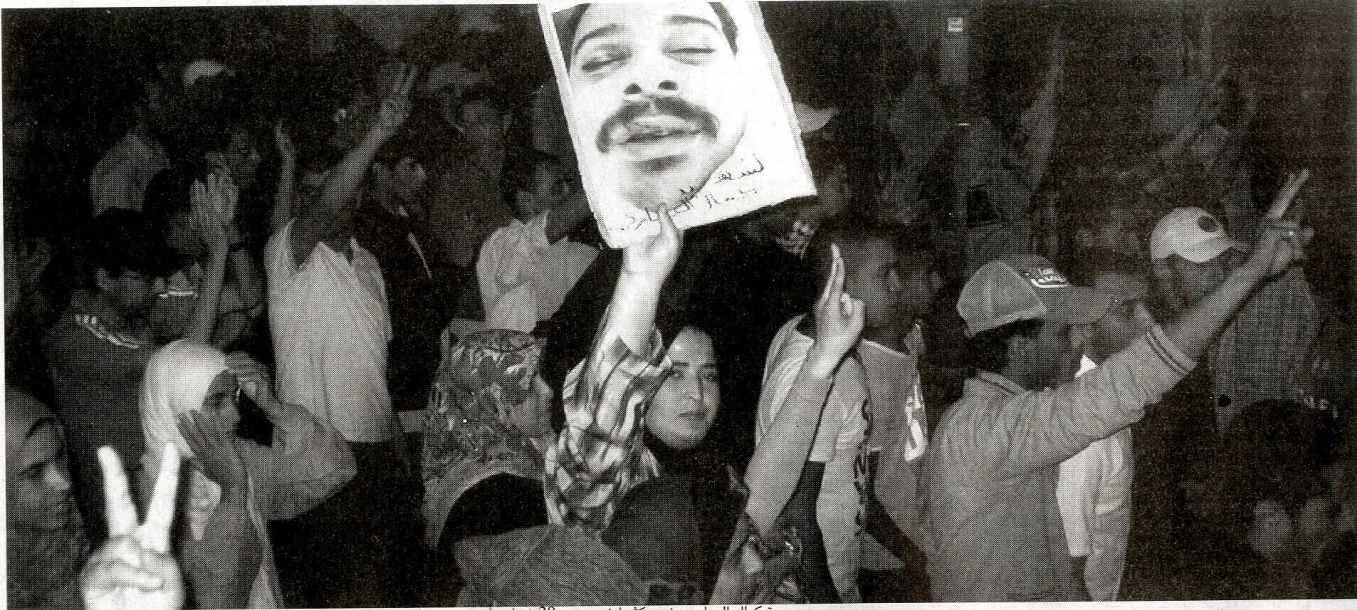
lieu sous prétexte du respect de la discipline militaire".

Ce débat se focalise surtout sur l'article 7 de ce projet, lequel stipule que "Ne sont pas pénalement responsables les militaires des Forces armées royales qui, en exécution des ordres reçus de leur hiérarchie, dans le cadre d'une opération militaire se déroulant sur le territoire national, accomplissent normalement leur mission.

"A cet égard, et conformément aux dispositions législatives en vigueur, les militaires bénéficient de la protection de l'Etat contre les menaces, poursuites, violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages dont ils peuvent être l'objet à l'occasion, pendant et après l'exercice de leur fonction. "Les conjoints, enfants et ascendants directs des militaires bénéficient de la même protection de l'Etat lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages. "Ne sont pas également responsables les militaires, qui dans le respect des règles du droit international humanitaire et dans le cadre d'une opération militaire se déroulant à l'extérieur du territoire national, accomplissent normalement la mission pour laquelle ils ont reçu mandat".

M'Barek Tafsi

في الذكرى الأولى لوفاته العدليون يطالبون بدم العماري واليازمي يقدم تقريره إلى الريميد



صورة كمال العماري رفعت كثيراً في مسيرة 20 فبراير

الوطني لحقوق الإنسان، أن التقرير الذي أعده المجلس بعد التحقيق في أسباب الحادث الذي تعرض له كمال عماري، قد قدم إلى وزير العدل والنيابة العامة، ولا يستطيع المجلس، اليوم أن يقوم بأي إجراء حتى تقول العدالة كلمتها في الموضوع المعروض عليها، مضيفاً أنه «من غير القانوني اليوم أن تنتشر أي معطيات في هذا الشأن».

التقرير الذي أعده، وأن ينشره للرأي العام، منتقداً طريقة اشتغال المجلس، الذي اعتبر أنه يشتغل في الهامش الذي ترسمه له السلطة السياسية، معتبراً أنه «ليس من المستغرب أن لا يكون أداء المجلس ديمقراطياً وهو تحت السيطرة وليست له مسافة مع السلطة». وفي المقابل اعتبر إدريس اليزمي، رئيس المجلس

على روح الأخ الشهيد، الذي مازلت عائلته ومجموعة من المنظمات الحقوقية تطالب بالكشف عن الحقيقة الكاملة للاعتداء الذي تعرض له، وتحديد المسؤولين عن هذه الصدمة أولاً، ثم متابعة الجناة الذين تسببوا في إزهاق روحه بدون وجه حق».

وأضاف حمداوي، أن «المطلوب من المجلس الوطني لحقوق الإنسان الإفراج عن

الوطني لحقوق الإنسان، يوم غد الخميس على الساعة العاشرة، متبوعة بندوة صحافية من تنظيم دفاع وعائلة وأصدقاء الراحل كمال عماري بنادي المحامين بالرباط. واعتبر محمد حمداوي، عضو مجلس الإرشاد لجماعة العدل والإحسان في تصريح «الأخبار اليوم»، أن «الذكرى الأولى لوفاته العماري جاءت أولاً للترحم

وأعلنت الجماعة عن برنامج إحياء الذكرى الأولى لمصرع كمال عماري على امتداد أربعة أيام، بحيث نظم أعضاء الجماعة بأسفي رفقة عائلة الراحل، وفتحتين رمزيتين: الأولى أمام محكمة الاستئناف بأسفي، و الثانية بدار بوعودة لتمثيل الجريمة التي تعرض لها الناشط الفيريري»، كما تعزم الجماعة تنظيم وقفة احتجاجية أمام المجلس

■ محمد سموني ■

أحييت جماعة العدل والإحسان، أمس بمدينة أسفي، ذكرى وفاة كمال عماري، الذي توفي في الثاني من يونيو من السنة الماضية، على إثر تدخل أمني تعرض له في مسيرة حركة 20 فبراير، التي كانت الجماعة تشارك فيها بكثافة قبل إعلان انسحابها من هذا الحراك الاحتجاجي.

Les militaires, intouchables ?

IMMUNITÉ

Il y a dans le houleux débat sur l'immunité des militaires, comme un air de déjà vu ! Dans le flot des commentaires qui se succèdent à ce propos, les uns approubateurs, les autres violemment critiques, l'interrogation essentielle sera de savoir non pas sa légitimité, mais pourquoi aujourd'hui ?

HASSAN BEN ALI



Les parlementaires ont demandé au Conseil national des droits de l'Homme de donner son avis sur la question de l'immunité des militaires.

L'administration de la Défense, qui a statut de ministère - et donc partie prenante du gouvernement - propose aux parlementaires ainsi de statuer sur la protection et les avantages des militaires, et avec une volonté appuyée sur l'immunité des militaires... Ce qui aurait pu paraître à la limite anodin, s'inspirant même de l'autre immunité, parlementaire s'entend et familière à nos discours politiques, devient apparemment une affaire d'État. Et pour cause ! Il s'agit de l'institution militaire, considérée au Maroc comme sacrée, ne relevant jusqu'ici que du pouvoir royal, à l'abri aussi des interventions.

Immunité ou protection juridique ?

En quoi les militaires pourraient-ils échapper à la loi du code pénal ? Les promoteurs du texte, dont notamment Abdellatif Loudyi, ministre chargé de l'Administration de la défense, évoque qu'il ne s'agit nullement d'une « immunité », mais de « protection juridique ». Il n'a pas manqué de rappeler qu'à toutes fins, tous les arguments de la loi pour défendre la famille militaire sont d'ores et déjà renforcés dans le code pénal, arguant que le nouveau texte vise une sorte de formalisation consti-

tutionnelle... Les membres des Forces armées royales se déploient à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, leur rôle et leurs activités les conduisent parfois, le plus souvent, à assumer des missions susceptibles de les exposer ou des les rendre impopulaires. De surcroît, ils agissent sur instructions de leurs supérieurs, au nom de l'intérêt de l'État et de la Nation. Partout dans le monde, ajoutent certains ardents défenseurs du projet de loi, l'armée bénéficie d'une « protection juridique », partout elle relève du principe quasi tabou de « d'intouchabilité » et ses activités placées sous le sceau du sacré et du « secret défense » ! Il reste que les agissements violents et sauvages de certains militaires américains, par exemple, en mission en Irak - notamment dans la sinistre prison Abou Ghraïb - n'ont pas manqué de les conduire devant la cour militaire, ensuite de susciter l'ire des gouvernements et des peuples. Mais combien de répressions unilatérales et arbitraires sont-elles restées impunies et devenues récurrentes sous nos yeux ?

Farouche opposition

Les partis de l'opposition, actifs au sein de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des MRE de la

Chambre des représentants, ne dérogent pas à leur argumentaire : les militaires qui sévissent, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire, ne peuvent être exempts ou exonérés du jugement de la loi pour les vexations commises contre la population. Ils expriment une crainte plus ou moins justifiée : la clause de l'article 7 du projet de Loi soumis à débat, élargit les « privilèges » de l'impunité militaire aux membres de leurs familles et, par conséquent, crée un droit supplémentaire dans le droit, au point que certains y voient comme volonté d'opposer la population à ses forces armées ! La « protection juridique » dont parle avec véhémence le ministre de l'Administration de la défense vise essentiellement, et de toute évidence, cette même population et non l'État ni une autre instance. Au motif que cette population pourrait ultérieurement - disons les choses prosaïquement - se rappeler au bon souvenir et vouloir se venger contre ses oppresseurs !

Le CNDH entre en ligne

Se prémunir donc, voilà la portée de cette disposition, les groupes parlementaires exigeant du président de la Commission du Parlement de saisir le président du CNDH (Conseil national

des droits de l'Homme) pour donner son avis sur cet aspect du projet et, le cas échéant, se conformer au droit international. Ne sont pas pénalement responsables les militaires des Forces armées royales, en exécution des ordres reçus de leur hiérarchie dans le cadre d'une opération militaire se déroulant sur le territoire national. A cet égard, et conformément aux dispositions législatives en vigueur, les militaires bénéficient de la protection de l'État contre les menaces, poursuites, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils peuvent être l'objet à l'occasion, pendant et après l'exécution de leurs fonctions. Les conjoints, enfants et ascendants directs de militaires bénéficient de la même protection de l'État, lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages... En outre, pas de poursuites pénales des militaires, qui remplissent leurs missions dans le respect des règles du droit international humanitaire, dans le cadre d'une opération militaire à l'étranger. Cet article suscite un consensus : crainte et réserves sur la responsabilité pénale. En attendant cet avis, les députés ont décidé de poursuivre l'examen du projet, article par article, jusqu'à l'article 7. ♦

Projet de loi sur l'impunité des militaires

Plusieurs anomalies mises à l'index par le CNDH

Le projet de loi n° 01.12 relatif aux garanties fondamentales accordées aux militaires des Forces Armées royales ne cesse de faire des vagues. La levée de boucliers contre ses articles 7 et 8 ne s'est pas encore estampée. A preuve, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) va lui consacrer aujourd'hui un nouveau workshop auquel ont été invités le gouvernement et les membres des groupes parlementaires. Au menu, la relation des articles litigieux avec la question des droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus et à la lumière des dispositions pertinentes du Statut de Rome définissant les règles de fonctionnement de la Cour pénale internationale que le Maroc n'a pas encore ratifié.

Le Conseil national des droits de l'Homme, rappelle-t-on, s'était déjà penché sur la question sur une saisine du Groupe socialiste à la Chambre des représentants. Cette demande a déclenché une farouche opposition de la part du président de la Commission des affaires étrangères, des affaires islamiques et des Marocains résidant à l'étranger, Ali Kabiri du Groupe haraki, malgré que l'écrasante majorité des membres était favorable à la proposition du Groupe socialiste.

Samedi dernier, le CNDH avait, en effet, invité trois experts en droit international humanitaire et en droits de l'Homme à faire des exposés devant les membres de son bureau. Ces derniers en sont sortis avec quelques conclusions. Entre autres, ledit projet de loi n'a pas pris compte des recommandations de l'Instance équité et réconcilia-

tion (IER) qui visaient la protection des Marocains d'être victimes de toute forme de préjudice et celles concernant la gouvernance sécuritaire et qu'il doit être mis en adéquation avec les dispositions de la Constitution et les traités et conventions ratifiés par le Maroc.

Les dispositions du projet de loi soustrayant, dans certains cas, les militaires aux poursuites judiciaires, ne respectent pas l'article 6 de la Constitution qui stipule que «la loi est l'expression suprême de la volonté de la Nation. Tous, personnes physiques ou morales, y compris les pouvoirs publics, sont égaux devant elles et tenus de s'y soumettre».

Elles ne sont pas, non plus, conformes à l'article 37 qui dispose que «tous les citoyennes et les citoyens doivent respecter la Constitution et se conformer à la loi. Ils doivent exercer les droits et les libertés garantis par la Constitution dans un esprit de responsabilité et de citoyenneté, où l'exercice des droits se fait en corrélation avec l'accomplissement des devoirs.» Et même dans le cas où un état d'exception est décrété, l'article 59 de la Constitution exige que «les libertés et droits fondamentaux prévus par la présente constitution demeurent garantis».

A rappeler que la commission des affaires étrangères, des affaires islamiques et des Marocains résidant à l'étranger a poursuivi hier l'examen de ce projet de loi que certains groupes exigent qu'il soit revu, non pas dans son intégralité, mais particulièrement ses articles 7 et 8.

LARBI BOUHAMIDA



برلمانيون من الأغلبية والمعارضة يرفضون منح الحصانة للعسكر والتقدم والاشتراكية والاتحاد الدستوري يخرجان عن الإجماع

انتفاضة في البرلمان.. قيادي من «البام» يتهم الجيش باغتصاب النساء في الريف

الرباط - عادل نجدى

سنتي 1959-1958، وأوضح بويرا، الذي كان يتحدث خلال اجتماع لجنة الخارجية والدفاع والأوقاف والشؤون الإسلامية والمغاربة المقيمين بالخارج صباح أمس الثلاثاء، مناقشة قانون حماية العسكريين، أن المؤسسة العسكرية قامت بانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان خلال ما يسمى بالريف بدعام إقبالين، ونرجو ألا يتكرر هذا الأمر، ونتمنى ألا تكون المادة السابقة من قانون حماية العسكريين مطية لتكرار نفس الأحداث.

وأضاف بويرا النائب البرلماني عن مدينة الحسيمة ورئيس جهة تازة الحسيمة: يجب حذف هذه المادة، لأن ما حدث بالريف لم يكن سهلا، وهناك أشخاص مسؤولون سامحهم الله يقولون «ماذا يفعل الملك في الريف، وهم تناسوا أن الملك يدرك حجم الجرح الذي أصاب الريفين خلال تلك الأحداث، وهو باهتمامه بالريف بداوي ذلك الجرح، وفيما دعا بويرا إلى إعادة النظر في عدم مساعاة العسكريين، وفقا لما تنص عليه المادة السابعة من مشروع قانون الضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين، وتشكيل لجنة لتعديل تلك المادة، شبيهة بنهضة الصقلي، وزيرة الأسرة والنضامين سابقا، التي دعت إلى الإبقاء على هذا القانون، اقتحام المعطلين للوزارات واحتلال وزارات واستعمال البنزين في عمليات شبه إرهابية، قبل أن نس تترك في معرض دفاعها عن مشروع قانون حماية العسكريين بالقول: «ومع ذلك تمت معالجة ذلك عن طريق الحوار، الناقية التقدمية اعتبرت أنه لا يمكن أن نتصور أن تطبق على العسكريين نفس القوانين المطبقة على المدنيين، وإنما هناك خصوصيات يتعين احترامها ترتبط بممارسة بعض المهنة، مشيرة إلى أنه لا يمكن وضع أفراد القوات المسلحة الملكية في موقع المتابعة الجنائية وإعمال قواعد القانون الجنائي».

إلى ذلك، تنجته لجنة الخارجية، بعد أسابيع من الشد والجذب بين الحكومة وأغلبيتها، والمعارضة، خاصة الفريق الاشتراكي، حول المادة السابعة، إلى الوصول إلى توافق حول مضامين المشروع. فيما ينتظر أن يكون مكتب مجلس النواب قد وافق، خلال اجتماعه مساء أمس، على إحالة المشروع على أنظار المجلس الوطني لحقوق الإنسان من أجل طلب رأيه الاستشاري.

تسمية ص 2



انتفاضة في البرلمان ضد حصانة العسكريين.. برلماني من «البام» يتهم الجيش بـ«اغتصاب النساء في الريف»

الرباط - عادل تجدي
تمة (ص01)

استغرابه مما أسماها المقدمات الطويلة التي توحى بأننا سنناقش طابوها. النائب الاتحادي استعان في معرض دفاعه عن موقف فريقه المعارض لتمتع العسكريين بالحصانة، بالملك الحسن الثاني، حينما أكد أن فكرة المسؤولية جزء من العقيدة العسكرية للملك الراحل. تكشف عنها 3 تصريحات علنية، معتبرا أن المساءلة الجنائية هي مبدأ كوني، وأن قاعدة عدم الإفلات من العقاب هي من روح المصالحة التي عاشها المغرب. وبينما يجب أن تكون مأسسة للتعديل الذي سيدخل على المادة السابعة، اعتبر الشاوي بلعسال، رئيس الفريق الدستوري، أن «لا تشكل لفريقه مع الفصل السابع لأننا نعتبره حماية وليس حصانة في ظل توفر جميع الضمانات». معتبرا أن ما اعترض المشروع من تعطيل ناتج عن المسطرة التشريعية وغير مرتبط بالمشروع ذاته.

بالمحاسبية». وبحسب الزاهيدي، فإن الضمانات الحقيقية هي إصلاح المنظومة القضائية، مشيرة إلى أنه في الوقت الذي اقتبس مشروع القانون من القانون الفرنسي، فإن المشروع لم يحافظ على حديثه عن الضمانات القانونية والمساءلة الجنائية. وفي الوقت الذي اعتبرت فيه النائبة الإسلامية أن الطريقة التي صيغت بها المادة السابعة وتنزيلها غير مفهومين، ذهبت زميلتها زهبة الوافي، إلى التأكيد على أن لها ثقة في أن الحكومة لها إرادة لتعديل المادة السابعة وفق المرجعية الدستورية والتزامات المغرب الدولية في مجال حقوق الإنسان، وكذا في إخراج قانون حصانة العسكريين بإجماع جميع الفرقاء.

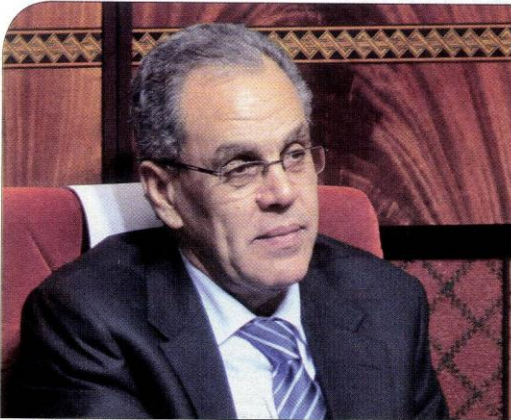
من جهته، دعا حسن طارق، عضو الفريق الاشتراكي، البرلمانين إلى تحمل مسؤوليتهم بشأن مشروع القانون وعدم الاختباء وراء المؤسسة العسكرية، مبدية

النقاش الدائر حول المؤسسة العسكرية لا يتعين اعتباره ضد هذه المؤسسة أو تلك، لافتا إلى أن المشروع «نزل بمنطق عسكري وليس بمنطق سياسي يقرأ المرحلة الجديدة التي يعيشها المغرب»، داعيا بدوره إلى إعادة النظر في الفصل السابع من المشروع في إطار لجنة فرعية وفتح الحوار مع المؤسسة والوزير المنتدب في الدفاع، وإيجاد حل وسط للحفاظ على المؤسسة والتوازن مع المجتمع المدني. وكان لافتا مهاجمة اعتماد الزاهيدي، النائبة البرلمانية عن حزب العدالة والتنمية، القائد للأغلبية الحكومية، مشروع حصانة العسكريين، معتبرة أن المادة 7 تبدو تراجعاً عن قرار اتخذته الملك والشعب حينما صوتوا على دستور يربط المسؤولية بالمحاسبة، وعن مسار الديمقراطية التي دخلها المغرب، وقالت: «نحن مع حماية العسكريين، لكن لا يمكن أن نرجع عن مسار المساواة وربط المسؤولية

من جهته، هاجم عبد اللطيف وهبي، رئيس فريق «البام» بمجلس المستشارين المادة السابعة من مشروع القانون، وقال خلال تدخله: «حينما قرأنا المادة السابعة ذهلنا.. والآن نحاول استعادة صوابنا من أجل تبيان مضمونها.. الطريقة التي كتبت بها كانت عنيفة وتثير ردود فعل عنيفة، هل نقلها على حالها أم ندخل عليها تعديلات؟» يتساءل وهبي قبل أن يناهق قائلاً: «نحن نتفهم ما تريدون الوصول إليه ولكن ليس بهذه الطريقة». رئيس فريق «البام» اعتبر أن المادة السابعة من قانون الضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين «ستزرع نوعاً من الشك ما بين المؤسسة العسكرية والمجتمع المدني»، مطالبا بإخراج تلك المؤسسة من الصراع السياسي والخلاف لغاثة الخلاف القانوني. وأعتبر وهبي أن



الفرق النيابية تتفق على تجاوز مازق قانون حصانة العسكريين



الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الحفان الوطني عبد اللطيف لودبي (أضيف)
لم تخرج للجنة بقرار يخص الطريقة الأنسب
لتنظر حتى استشارة المجلس الوطني لحقوق
الإنسان في الموضوع.
الجيلالي بنحليمة

المساءلة الجنائية. الزاهيدي أضافت أن اعتماد المادة المذكورة سيضع المغرب في وضع لن يحسد عليه في المجتمع الدولي.

حسن طارق النائب عن الفريق الاشتراكي قال منتقدا نصية المادة السابعة إن «السياق الذي يجب أن تناقش فيه مادة مثل المادة السابعة من مشروع قانون الضمانات الأساسية المنوطة للعسكريين، هي أن بلدنا عرف سنونات الرصاص، وانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان وبلادنا قامت بمصالحة من أجل تجاوز مخلفات تلك السنونات». طارق أضاف كذلك أن مناقشة هذا القانون «محكومة بالسياق الحقوقي، يجب تحصين بلادنا من تجاوزات حقوق الإنسان، فالمحكمة الأمنية الجيدة، يضيف نائب الفريق الاشتراكي، يجب أن تكون مأسسة التعديل الذي سيدخل على المادة السابعة على اعتبار أن المساءلة الجنائية هي مبدأ كوني، قاعدة عدم الإفلات من العقاب هي من روح المصالحة التي عاشتها بلادنا».

محمد بودرا النائب عن فريق الأمانة والمعاصرة قال إن المغرب غير مستعد ليعيش تجربة حرب الريف التي «اغضبنا فيها وحدات من الجيش النساء واحرقت المزارع» على حد قوله.

لدرجة أن عبد اللطيف وهي قال «عندما قرأنا المادة السابعة ذهنا ونحاول الآن استعادة صوابنا من أجل نبيان مضمونها. المادة في نصها كانت عنيفة وكانت الردود تبعا لذلك عنيفة». وهي دعا إلى البحث عن التوازن في التعديلات التي يمكن أن تطرأ على نص المادة السابعة. مقترحا في نفس الوقت أن تكلف لجنة منبقة من لجنة الخارجية والدفاع الوطني بالسهر على إخراج تصور معين للتعديل وتقديمه للاجتماع القادم للجنة.

لم تكن فرق المعارضة هي الوحيدة التي خرجت باقتناع تعديل نص المادة التي أثارت الكثير من اللغط. الثانية في فريق العدالة والتنمية اعتماد الزاهيدي وجهت هي الأخرى سهام النقد اتجاه مشروع القانون الذي زكته الحكومة التي يرأسها الحزب الذي تنتمي إليه قالت «إن هذه المادة تبدو تراجعا عن قرار اتخذته الملك والشعب حينما صوتوا على دستور يربط المسؤولية بالمحاسبة، وتراجعا عن مسار الديمقراطية التي دخلها المغرب».

النائبة الزاهيدي أضافت أن الطريقة التي سيغت بها المادة وتزيلها غير مفهوم، فقصها، تقول الزاهيدي مقتبس من القانون الفرنسي إلا أن الأخير تحدث عن الضمانات القانونية

بيدو أن لجنة الخارجية والدفاع الوطني بمجلس النواب تتجه نحو تعديل المادة السابعة من مشروع القانون رقم 12.01 المتعلق بالضمانات الأساسية المنوطة للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية. صباح أمس الثلاثاء اتضح أن الحكومة تتجه فعليا للاستجابة لعدد من الأصوات داخل مجلس النواب وفي الجمعيات وتقوم بتعديل المادة السابعة التي أثارت الكثير من الجدل داخل البرلمان وخارجه بل إن صدى المادة المذكورة وصل خارج حدود المغرب. في الخلاصة اتضح أن الحكومة في شخص الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني عبد اللطيف لودبي ستختار الانحناء لكل العواصف التي أثرت حول المادة السابعة المذكورة وتقوم بتعديلها. حتى منتصف يوم امس لم تخرج لجنة الخارجية والدفاع الوطني بالتوافق حول الصيغة التي سيتم بها تعديل نص المادة السابعة وإن كان الكل بات أكثر من متفق على حرقية المادة السابعة التي تنص على «عدم مساءلة العسكريين بالقوات المسلحة الملكية جنائيا عن المهام التي يقومون بها، تنفيذ الأوامر التي تلقوها من رؤسائهم التسلسلين، في إطار عملية عسكرية تجري داخل التراب الوطني».

أثارت المادة مرة أخرى زوبعة من الانتقادات



القانون ينص على تمتع العسكريين بحماية الدولة من التهديدات والمتابعات والتهمات والضرب والسب والقذف المغرب: تواصل الجدل في البرلمان بشأن حصانة العسكريين ونواب انتقدوا الحماية المطلقة من المساءلة الجنائية

الرياض، لطيفة العروسي

اتفق أعضاء لجنة الخارجية والدفاع الوطني بمجلس النواب المغربية من الغالبية والمعارضة على تكوين لجنة مصغرة توكل إليها مهمة تعديل المادة السابعة من القانون المتعلق بالضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين التي تنص على حمايتهم من المساءلة الجنائية، وتمتعهم بالحصانة، وذلك بالتنسيق مع الحكومة.

وفي غضون ذلك، وافقت رئاسة مجلس النواب على طلب فريق المعارضة استشارة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بشأن مدى ملاءمة هذه المادة مع الاتفاقيات الدولية الخاصة بحقوق الإنسان.

وكانت المادة السابعة من القانون قد أثارَت جدلاً واسعاً داخل البرلمان وصل صده إلى الصحافة المحلية والدولية، وإلى عدد من الجمعيات الحقوقية التي انتقدت بدورها الحصانة التي منحها هذا القانون للعسكريين، واعتبرته «مخالفاً للمعايير الدولية لحقوق الإنسان وللدستور ولتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وكذا مطالب المنظمات الحقوقية المحلية والدولية» إذ يتضمن طبقاً لهذه الجهات «مقتضيات واضحة لشرعة الإفلات من العقاب والسب والبحريات».

وتنص المادة السابعة المنيرة للجدل على أنه «لا يسأل جنائياً العسكريون بالقوات المسلحة الملكية الذين يقومون، تنفيذاً للأوامر التي يتلقونها من رؤسائهم في إطار عملية عسكرية تجري داخل الأراضي المغربية، بمهمتهم بطريقة عادية» كما «يتمتع العسكريون بحماية الدولة مما قد يتعرضون له من تهديدات أو متابعات أو تهمات أو ضرب أو سب أو قذف أو إهانة بمناسبة مزاويتهم لمهامهم أو أثناء القيام بها أو بعدها، كما يستفيد من حماية الدولة كذلك أزواج وأولاد وآباء وأمهات العسكريين عندما يتعرضون بحكم مهام هؤلاء



رجال من الدفاع المدني يضعون العلم المغربي على سيارة إسعاف تحمل جثمان رجل اطفال، قضى في الحريق المسأوي بمركز للتسوق في الدوحة أمس (رويترز)

على البرلمان قبل ذلك بكثير، حسب قوله. أما ممثلو فريق التقدم والاشتراكية (غالبية)، وكذا فريق الاتحاد الدستوري (معارضة) فلم يروا في المادة السابعة من القانون أي «حصانة» بل مجرد «حماية» للعسكريين من الأخطار التي يواجهونها بحكم طبيعة المهمة الخطرة التي يقومون بها. بينما أشارت نائبة من حزب العدالة والتنمية أن تلك المادة تمثل «تراجعا عن ربط المسؤولية بالحاسبة والمساواة أمام القانون التي ينص عليها الدستور الجديد». وطالبت بإعادة صياغتها بشكل متوازن بحيث يشار أيضاً إلى الحالات التي يخضع فيها العسكريون للمساءلة الجنائية.

بها المادة السابعة من القانون «استفرتنا، وأثارت ردود فعل قوية». وأشار على الخصوص إلى كلمة «لا يسأل جنائياً» التي تبدأ بها المادة، وهي العبارة التي طلب معظم النواب تعديلها. وطالب وهي بإعادة النظر في هذه المادة تفادياً «لزرع الشك بين المؤسسة العسكرية والمجتمع المدني»، كما طالب بإبعاد المؤسسة العسكرية عن أي صراع سياسي داخل البرلمان. وذكر وهيبي أن دولا لم يسمها ذهبت بعيدا في تأويلها، وربطت صناديق هذا القانون ردا على سحب المغرب ثقته من كريستوفر روس المبعوث الشخصي للأمين العام للأمم المتحدة إلى الصحراء، وهو غير صحيح بالمرّة لأن القانون أحيل

عرفها المغرب في السنوات الماضية، والتي أشارت إلى وجود فراغ قانوني بشأن اختصاصات الأجهزة الأمنية والعسكرية، وغياب رقابة البرلمان والحكومة على هذه الأجهزة. كما أوصت بتفعيل الحكامة الأمنية لحماية البلد من التجاوزات. أما النائب عبد اللطيف وهيبي، رئيس فريق حزب الأصالة والمعاصرة المعارض، فكان من الذين أبدوا تخوفهم من أن يفسر النقاش حول القانون على أنه ضد المؤسسة العسكرية التي «تخضع لها كل الاحترام، والمعروفة بولائها للوطن وللنظام والدفاع عن الثوابت»، على حد قوله، نائفاً وجود أي خلفية سياسية وراء صدور القانون. بيد أنه أوضح أن الطريقة التي صيغت

القانون. وهو ما دفع النائب حسن طارق (حزب الاتحاد الاشتراكي المعارض) للتعبير عن استغرابه لإصرار النواب على تقديم تلك التوضيحات، مشيراً إلى أن على البرلمان تحمل مسؤوليته، وعدم الاختباء وراء أهمية واستراتيجية المؤسسة العسكرية، التي لا جدال حولها. وطالب بأن يناقش القانون من «دون عقد»، وأوضح طارق أن المادة السابعة من القانون مخالفة لمقتضيات الدستور الذي «يربط المسؤولية بالحاسبة كما في الصيغة التي كتبت بها المادة (صيغة مطلقة وغير متوازنة)». وذكر طارق بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي أشرفت على طي ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان التي

إلى التهديدات أو التهمات أو الضرب أو السب أو القذف أو الإهانة، وتمتد هذه الحماية إلى خارج المغرب بالنسبة للعمليات التي تقوم بها القوات المسلحة الملكية في إطار العمليات التي أنيطت بها». وظهر خلال مناقشة هذه المادة في لجنة الخارجية والدفاع الوطني أمس (الثلاثاء) بمجلس النواب، أن عددا من البرلمانيين تأثروا بالضجة التي أثارها القانون خارج المؤسسة التشريعية، ممّا دفعهم إلى تقديم توضيحات على شكل مقدمات طويلة يؤكدون فيها أنهم ليسوا ضد المؤسسة العسكرية، وذلك حتى لا يساء فهم اعتبارهم على الحصانة التي منحت للعسكريين في هذا

حصانة العسكريين تنتظر رأي المجلس الوطني لحقوق الإنسان

م. ياسين مستحجات

خفت حدة تدخلات أعضاء لجنة الخارجية والدفاع الوطني والشؤون الإسلامية والمغاربة المقيمين بالخارج، بخصوص المادة 7 من مشروع القانون المتعلق بالضمانات الممنوحة للعسكريين، في انتظار الرأي الاستشاري للمجلس الوطني لحقوق الإنسان حول ملاءمة مقتضيات القانون مع الالتزامات الدولية للمغرب.

وعلى خلاف اجتماع الأسبوع الماضي، الذي عرف جدلا قانونيا حادا، سواء من طرف الأغلبية أو المعارضة، فإن تدخلات أعضاء اللجنة خلال اجتماع أمس اتسمت كلها بالإيجابية، بل وكشف بعض النواب أن انتقاداتهم لمقتضيات المشروع، لم يكن لموقف مسبق أو عداة للمؤسسة العسكرية، وإنما من أجل ضبط المقتضيات الواردة في المشروع تفاديا لوقوع سوء الفهم.

وبينما ينتظر ما ستسفر عنه أشغال اليوم الدراسي الذي دعا إلى عقده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، يومه الأربعاء، لتقدم رأيه الاستشاري في مدى ملاءمة مقتضيات المشروع مع المواثيق الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي صادق عليها المغرب، أجمع أعضاء اللجنة ضمنا على مواصلة مناقشة مواد المشروع إلى حين صدور الرأي الاستشاري.

وساد ارتياح بين أعضاء اللجنة لقرار مكتب مجلس النواب بتوجيه مذكرة إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان يطلب فيها استشارته في الموضوع، نزولا عند طلب العديد من الفرق النيابية، بالرغم من أن فريق العدالة والتنمية أبدى تحفظه حول دعوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى عقد يوم دراسي في الموضوع.

كل المؤشرات تدل على أن موقف نواب حزب العدالة والتنمية يسير نحو مقاطعة نشاط المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وهو ما فسرتة النائبة نزهة الوافي عن فريق العدالة والتنمية بأن مجلس النواب مؤسسة تشريعية أصبحت لها مكانة خاصة، مستغربة كيف لمؤسسة أخرى دعوة البرلمانين لمناقشة أمر هو من صميم اختصاصهم.

وتواصلت أشغال اللجنة بالاستماع إلى تدخلات الفرق النيابية وأعضاء اللجنة، التي كانت قد أوقفت أشغالها الثلاثاء من الأسبوع الماضي عند المادة 7 من المشروع التي تنص على عدم مساءلة العسكريين بالقوات المسلحة، الذين يقومون بمهمتهم بطريقة عادية داخل التراب الوطني، تنفيذا للأوامر التي تلقوها من رؤسائهم التسلسليين، ويتمتع العسكريون بحماية الدولة مما قد يتعرضون له، طبقا للأحكام المعمول بها، من تهديدات أو متابعات أو تهجمات أو ضرب أو سب أو قذف أو إهانة بمناسبة مزاولة مهامهم أو أثناء القيام بها أو بعدها.

وعمقت نفس المادة يستفيد من نفس حماية الدولة، بمقتضى المشروع، أزواج وأولاد العسكريين عندما يتعرضون، بحكم مهام أزواجهم وآبائهم، إلى التهديدات أو التهجمات أو الضرب أو السب أو القذف أو الإهانة.

ويمنح بمقتضى المشروع، وطبقا لأحكام الفصل 71 من الدستور، للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية ضمانات أساسية اعتبارا للإكراهات وأعباء الحياة التي تفرضها عليهم النصوص الجاري بها العمل. وتضم لائحة المستفيدين من هذه الضمانات الضباط وضباط الصف العاملين بالقوات المسلحة الملكية، وخرجي مدارس ومراكز تكوين ضباط الصف الذي اجتازوا مباراة القبول بإطار العسكريين المرسمين، وكذلك ضباط الصف العاملون المنبثقين عن الصفوف، والعسكريين المتقاعدين بالقوات المسلحة الملكية والجنود.

جدل حول فصل من مشروع قانون العسكريين

ميدي بريس العربي 30 مايو 2012

سناء كريم

التحديد : 29 - 05 - 2012

تواصل صباح يوم الثلاثاء 29 ماي 2012 لجنة الخارجية والدفاع الوطني والشؤون الإسلامية والمغاربة المقيمين بالخارج دراسة مشروع قانون رقم 01.12 المثير للجدل والذي يتعلق بالضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية. وحسب مصادر «التحديد» أحال فريق العدالة والتنمية بالبرلمان المشروع على الأمانة العامة للحزب لمناقشته، كما طالبت فرق المعارضة استشارة المجلس الوطني لحقوق الإنسان في هذا المشروع لإبداء رأيه فيه.

وفي هذا السياق، من المرتقب أن ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوم غد الأربعاء ورشة دراسية علمية لتعميق النقاش والحوار حول المذكرة التي يعتمزم إصدارها بخصوص مشروع القانون 01-12 المتعلق بالضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية.

ويأتي هذا اللقاء، الذي دعيت إليه الفرق البرلمانية والقطاعات الحكومية المعنية والمؤسسات الوطنية للحكامة وحقوق الإنسان، تبعا للورشة الداخلية التي نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوم السبت 26 ماي 2012 لدراسة مشروع القانون المذكور، وذلك في إطار ممارسة الاختصاصات المخولة له.

وتقدم لحبيب بلكوش رئيس مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية، بدراسة مفصلة في الموضوع تسير في اتجاه تعارض المادة السابعة مع المواثيق الدولية والدستور الذي ربط المسؤولية بالمحاسبة، كما تتعارض مع توصيات الإنصاف والمصالحة.

وفي تصريح له، أكد خالد البوقري، النائب البرلماني عن حزب العدالة والتنمية أن «الفصل السابع من هذا المشروع يحتاج إلى التعديل، بغض النظر عن إرادة المشرع التي لا نشك فيها، على اعتبار أن العسكريين يحتاجون إلى الضمانات، وهي ما يمنحها لهم الفصلين 124 و125 من القانون الجنائي وبالتالي لا يجب منح الحصانة المطلقة لأي مؤسسة مدنية كانت أو عسكرية.

من جانبه، نبه عبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان إلى خطورة المقتضيات الواردة في هذا المشروع، وخاصة المادة 7 منه التي تنص على عدم المساءلة الجنائية للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية الذين يقومون بتنفيذ الأوامر التي تلقوها من رؤسائهم التسلسليين، في إطار عملية عسكرية تجري داخل التراب الوطني. بمهمتهم بطريقة عادية..، موضحا في تصريح ل«التحديد» أن هذا النص بالصيغة التي ورد بها يعتبر نصا مخالفا للمعايير الدولية لحقوق الإنسان، وللدستور المغربي، ولتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، لأنه يكرس الإفلات القانوني من العقاب، وهو ما يشكل خطرا حقيقيا على حريات المواطنين وسلامتهم وحياتهم، وهو نفس الطرح الذي شدد عليه بيان الائتلاف المغربي لهيئات حقوق الإنسان في بيانه الأخير.

ودعا المركز المغربي لحقوق الإنسان مؤسستي البرلمان والحكومة إلى إلغاء المادة 7 من هذا المشروع، وتحمل مسؤولياتهما التاريخية والأخلاقية إزاء أية محاولة لإرجاع المغرب إلى ما أسماه بيان للمركز ب«العهود البائدة»، والعمل على ديمقراطية كل مشاريعهم القانونية، واستحضار مبدأ احترام حقوق الإنسان.

لودبي: مبدأ حماية العسكريين 'واجب على عاتق الدولة'

الأربعاء، 30 أيار/مايو 2012 01:03 ومع وموقع لكم

اتفاق على تعديل المادة السابعة من مشروع قانون حصانة العسكريين

قال عبد اللطيف لودبي الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني إن إقرار مبدأ حماية العسكريين من المساءلة الجنائية أثناء أدائهم لمهامهم هو "واجب على عاتق الدولة". ووصف الوزير الذي كان يتحدث أمام البرلمان يوم الثلاثاء 29 ماي، أن حصانة العسكريين "مشروعة حتمتها ضرورة تعزيز الحقوق القانونية لعسكريي القوات المسلحة الملكية، اعتبارا لما يخضعون له من أعباء استثنائية عند أدائهم لمهامهم، وتشجيعا لهم على مضاعفة الجهود لأداء مهامهم النبيلة على أحسن وجه".

من جهة أخرى اتفق أعضاء لجنة الخارجية والدفاع الوطني. بمجلس النواب على تكوين لجنة توكل إليها مهمة تعديل المادة السابعة من القانون المتعلق بالضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين التي تنص على حمايتهم من المساءلة الجنائية، وتمتعهم بالحصانة. كما طلب من "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" تقديم استشارة بشأن مدى ملائمة هذه المادة مع الاتفاقيات الدولية الخاصة بحقوق الإنسان.

وأثارت المادة السابعة من القانون قد أثارت جدلا واسعا بما أنها تنص على مقتضيات تشرعن الإفلات من العقاب. وتنص المادة موضوع الجدل على أنه "لا يسأل جنائيا العسكريون بالقوات المسلحة الملكية الذين يقومون، تنفيذًا للأوامر التي يتلقونها من رؤسائهم في إطار عملية عسكرية تجري داخل الأراضي المغربية، بمهمتهم بطريقة عادية". كما تنص على أن "يتمتع العسكريون بحماية الدولة مما قد يتعرضون له من تهديدات أو

متابعات أو تهجمات أو ضرب أو سب أو قذف أو إهانة بمناسبة مزاولتهم لمهامهم أو أثناء القيام بها أو بعدها، كما يستفيد من حماية الدولة كذلك أزواج وأولاد وآباء وأمهات العسكريين عندما يتعرضون بحكم مهام هؤلاء إلى التهديدات أو التهجمات أو الضرب أو السب أو القذف أو الإهانة، وتمتد هذه الحماية إلى خارج المغرب بالنسبة للعمليات التي تقوم بها القوات المسلحة الملكية في إطار العمليات التي أنيطت بها".

وأكد نواب من الأغلبية والمعارضة على ضرورة إدخال التعديلات الضرورية على مشروع القانون المتعلق بالضمانات الأساسية الممنوحة للعسكريين بالقوات المسلحة الملكية. بما يضمن تحقيق التوازن بين احترام مقتضيات الدستور الجديد وتوفير الحماية اللازمة لهؤلاء العسكريين أثناء أداء مهامهم بدقة ومهارة دفاعا عن حوزة الوطن وضمانا لأمن وسلامة المواطنين.

وشدد هؤلاء النواب على ضرورة إيجاد "صيغة توافقية بشأن حماية العسكريين من المساءلة الجنائية. بما يتماشى واحترام الدستور الجديد وتطبيقا للقانون الوطني والاتفاقيات الدولية".

وفي معرض رده على تدخلات أعضاء اللجنة، شدد عبد اللطيف لودبي الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني على أن المادة السابعة من مشروع القانون "لا تنص على أي حصانة خاصة بالعسكريين بقدر ما يتعلق الأمر بحماية مشروعة حتمتها ضرورة تعزيز الحقوق القانونية لعسكريي القوات المسلحة الملكية، اعتبارا لما يخضعون له من أعباء استثنائية عند أدائهم لمهامهم، وتشجيعا لهم على مضاعفة الجهود لأداء مهامهم النبيلة على أحسن وجه، في إطار المبادئ الدستورية وسيادة القانون واحترام كامل لمقاصده ومضامينه"

وأكد أن إقرار مبدأ حماية العسكريين من المساءلة الجنائية أثناء أدائهم لمهامهم وتنفيذ الأوامر رؤسائهم التسلسليين هو "واجب على عاتق الدولة"، مضيفا أن النص على هذا المبدأ "ما هو إلا تكريس لماء جاء به نظام الانضباط العام والقانون الجنائي المغربي" الذي يضمن هذه الحماية.

وأوضح أن مقتضيات مشروع القانون تحمي العسكري من المساءلة الجنائية إذا كان فعله يدخل في إطار المهام والواجبات الملقاة على عاتقه وفي نطاق القوانين والأنظمة المعمول بها في هذا الشأن زيادة على ضرورة صدورها عن سلطة شرعية.

وأضاف أن "مقتضيات نظام الانضباط العام توجب أن تكون الأوامر الصادرة واضحة ودقيقة ولا تتنافى مع القوانين والأنظمة المعمول بها، كما تلزم هذه المقتضيات ضرورة امتناع العسكري عن التنفيذ إذا ما كانت خلاف ذلك، مع ضرورة إخبار وجميع الوسائل القائد الأعلى ورئيس أركان الحرب العامة للقوات المسلحة الملكية".

وأبرز الوزير في السياق ذاته أن جل الدول تأخذ بمبدأ الحماية لأفراد قواتها المسلحة وكذا لذويهم، ليخلص إلى التأكيد على أن الأسباب المانعة للمساءلة الجنائية ترتبط بشرعية الفعل وتنفيذه بطريقة سلمية، أما ما عدا ذلك من أخطاء شخصية أو انتهاك للمقتضيات القانونية فإنها تعرض مرتكبيها للمساءلة والمحاسبة.

حسنة أبو زيد تصف المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمكوم الفم

أضف المقال إلى :

أضيف في 29 ماي 2012 الساعة 11 : 18

هاجمت النائبة البرلمانية حسنة أبو زيد "الفريق الاشتراكي" بلجنة الخارجية والدفاع الوطني والشؤون الإسلامية والمهاجرين المغاربة المقيمين بالخارج المجلس الوطني لحقوق الإنسان أثناء مناقشتها مشروع قانون 01.12 الذي يقضي بمنح الضمانات الأساسية للعسكريين حيث وصفته بالمكوم الفم دوره القيام بجولات مكوكية بين المغرب و جنيف لتسويق صورة المغرب ، في حين يبقى كالصم داخل المغرب ،قائلة لماذا نحافظ على مؤسسات صماء لا دور لها .

وأضافت النائبة حسنة أبو زيد "معارضة" لا نريد أن يكون البرلمان مؤسسة صورية للتصديق والاستشارة ،والفصل 71 من الدستور واضح ،والكرة لا يجب أن تلقى في ملعب مجلس النواب .

واستمرت مداخلتها متسائلة هل هناك حالات متابعة عسكريين أثناء قيامهم بمهامهم توبعوا بالقانون الجنائي أثناء تدخلهم ،وتساءلت ما المقصود من عملية عسكرية تجرى داخل التراب الوطني ،وقالت يجب حصر نوعية العمليات العسكرية ،موضحة أننا تقول النائبة حسنة أبو زيد يجب أن ننضبط لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ،وهل الحكومة تتحمل المسؤولية ،وهل يمكن للبرلمان أن يمارس تحقيقا في مجال الأمن كإحداث لجن تقصي الحقائق ،وإحداث آلية للمساءلة .

وأضافت النائبة حسنة أبو زيد ليس هناك حروب داخل البلاد ،موضحة أنه لا بد من أن نسمو في نقاشنا كممثلي الأمة ونتساءل ما الذي يجري في منطقة الداخلة ووادي الذهب حيث الانتشار الكبير لقوات المسلحة الملكية ،وتم تجاوزات يتم استغلالها من طرف الخصوم ،وقوة المغرب ما يحكمه اليوم من خلال الهيآت الحقوقية .

وتطرقت حسنة أبو زيد إلى قرار مجلس الأمن ،متسائلة هل لنا الحق بصفقتنا ممثلي الأمة أن نصنع بنية فوقية لم يسبق في تاريخ البرلمان أن منح حصانة امتياز لأية جهة مما يعطي الانطباع أننا في حالة شرود كمارسين ونواب ،ونعمل على صناعة أشكال حماية خارج القانون .

في سياق ذلك تساءلت النائبة حسنة أبو زيد "الفريق الاشتراكي" قائلة هل سيستعمل البرلمان آلية المساءلة والاستماع للحفاظ على الأمن العام ،وهل ستشمل ممارستنا أن نستمع إلى وزراء مكلفين أو مسؤولين أمنيين .

في هذا الصدد ذكرت أن الذاكرة المغربية موشومة بمجموعة من المشاهد والخروقات الأمنية خلصت إليها هيئة الإنصاف والمصالحة .

وأضافت هل للبرلمان الحق في مقارنة السياسة الأمنية بالصيغة الحالية للمادة 7 في تجاوز تام لصلاحياتنا ومسؤولياتنا كمثلي للأمة .

رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان يستعد لتفجير ملف السجون في وجه الحكومة

أضف المقال إلى :

أضيف في 30 ماي 2012 الساعة 27 : 02

أعلن إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، عن قرب نشر نتائج تحقيق أنجزته الهيئة حول مقدار احترام حقوق الإنسان بالسجون المغربية، وهي النتائج التي وصفها بغير الإيجابية جدا كما قال بقيام المجلس بتحقيق جديد حول الموضوع ذاته، لكن سيهم هذه المرة مستشفيات الأمراض النفسية

وأضاف اليزمي، على هامش فعاليات مهرجان مارتيل السينمائي للسينما المغربية والإيبيروأمركية، "في رأبي أن انتقادات المنظمات الدولية، وكذا انتقادات المجتمع المدني المغربي تساعدنا على التطور".

وبخصوص الصعوبات المالية التي تواجه المجلس، قال "الميزانية التي تتوفر عليها هذه السنة هي ذاتها التي كنا تتوفر عليها في السنة الماضية، علما أن لدينا ثلاث عشرة لجنة جهوية"، وزاد مفسرا "عقدت لقاء مع عبد الإله بنكيران وطلبت منه تمكين المجلس من المزيد من الإمكانيات، وقد حصلت منه على اتفاق مبدئي لمد هذه اللجان بالوسائل التي تتيح لها إمكانية الاشتغال



اليزمي : نتائج التحقيق داخل السجون ليست إيجابية

أعلن ادريس اليزمي ، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان ، عن قرب نشر نتائج تحقيق أنجزته الهيئة حول مقدار احترام حقوق الإنسان بالسجون المغربية . وهي النتائج ، التي وصفها بغير الإيجابية جدا . كما قال بقيام المجلس بتحقيق جديد حول الموضوع ذاته ، لكن سيهم هذه المرة مستشفيات الأمراض النفسية . تصريحات اليزمي هذه عرضها في حوار أجرته معه الجريدة حين مشاركته في ندوة حول موضوع «شهادات بصرية حول سنوات الرصاص» في إطار مهرجان مرتيل السينمائي .

الصفحة 25

«نتائج تحقيق داخل السجون المغربية ليست إيجابية»

مهرجان مارتيل السينمائي يبرم شراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان

في إطار فعاليات مهرجان مارتيل السينمائي للسينما المغربية والإيبيروأفريقية، عقدت صباح أول أمس الاثنين بقاعة محمد الكتاني بكلية الآداب والعلوم الإنسانية بمارتيل، ندوة حول موضوع "شهادات بصرية حول سنوات الرصاص"، شارك فيها كل من إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمخرج المغربي جيلالي فرحاتي والمخرج الفلسطيني ميشيل خليفي، تلاها توقيع لاتفاقية شراكة بين مهرجان مارتيل وبين المجلس الوطني لحقوق الإنسان. وقد كانت هذه الندوة مناسبة التقت فيها "الأحداث المغربية" بإدريس اليزمي وأجرت معه الحوار التالي.

حاوره: أحمد الدافري

أنتا بصدد إجراء تحقيق حول احترام حقوق الإنسان في مستشفيات الأمراض العقلية، واكتشفنا أن هناك أمورا لا تدعو إلى الفخر داخل هذه المستشفيات. وفي رأي أن انتقادات المنظمات الدولية وكذا انتقادات المجتمع المدني المغربي تساعدنا على التطور.

ألا يندرج الحديث عن التطور ضمن لغة الخشب إزاء الصعوبات التي يمكن أن تصادفكم على مستوى التمويل وحرية التصرف والاستقلالية؟

○ الميزانية التي تتوفر عليها في هذه السنة هي ذاتها التي كنا نتوفر عليها في السنة الماضية، علما أنه لدينا ثلاث عشرة لجنة جهوية. وقد عقدت لقاء مع السيد عبد الإله بن كيران رئيس الحكومة وطلبت منه تمكين المجلس من المزيد من الإمكانيات وقد حصلت منه على اتفاق ميدني لمد هذه اللجان بالوسائل التي تتيح لها إمكانية الاشتغال. أما على مستوى الاستقلالية فهناك منظمة دولية تسمى "اللجنة الدولية للتنسيق" (CIC) وهي تابعة للمفوضية العليا لحقوق الإنسان بالأمم المتحدة وهي ترتب المؤسسات حسب درجة استقلاليتها. والرتبة الأكبر هي الرتبة "أ" والمجلس الوطني لحقوق الإنسان مصنف ضمن هذه الرتبة. أما إذا كان هناك من يمنعنا من التصرف فهذا غير وارد. فمثلا، حين قدم المغرب في الأسبوع الماضي التقرير الدوري حول وضعية حقوق الإنسان أمام مجلس حقوق الإنسان بجنيف، قدمنا نحن كذلك تقريرنا الخاص وهو منشور في موقعنا الإلكتروني، ويتوفر على حوالي خمسة عشر مطلباً، وهذا يعني أننا نتصرف بحرية تامة دون توجيه من أية جهة ودون الخضوع لأي ضغط أو مساومة.



إدريس اليزمي

○ رأيي هو أننا أولا في حاجة إلى النقد. فما يهمني هو ما لم ننجزه بعد في مجال احترام حقوق الإنسان، وليس ما استطعنا إنجازه إلى غاية الآن. فنحن نمنا بأشياء عديدة، لكن هناك أشياء كثيرة لم نحققها بعد، وتتطلب منا الكثير من العمل. إننا منقسمون الآن في القيام بتحقيق واسع داخل السجون المغربية سننشر نتائجه في الأسابيع المقبلة، وأؤكد لكم أن الملاحظات والنتائج ليست جد إيجابية. كما

الانخراط في الحاضر بكل وعي ومسؤولية. فنظرا لما تمثله الصورة من قدرة على التأثير، نريد رفقة المبدعين السينمائيين المغاربة نقل القيم الكونية لحقوق الإنسان.

هل هناك مجموعة من الانتقادات وجهت مؤخرا لوضع حقوق الإنسان داخل المغرب من قبل منظمات دولية. ما رأيك في هذا الأمر؟

هل كيف تحددون العلاقة القائمة بين السينما وحقوق الإنسان؟

○ أول ما يمكن أن يربط السينما بمجال حقوق الإنسان هو حرية الإبداع والمبدعين. ففي الدستور المغربي، وكما هو الحال بالنسبة إلى المواثيق الدولية لحقوق الإنسان، تُعد حرية التعبير من المبادئ الأساسية والحيوية لترسيخ الديمقراطية. ثانيا، أعتقد أنه لا يمكن بلوغ أي شكل من أشكال التطور المجتمعي دون العمل على تطوير الخيال الإبداعي المتمثل في الأعمال الأدبية الروائية، والسينما بطبيعتها تؤدي هذه الوظيفة، وتخلق بنا في عالم من الخيال وتدخل البهجة إلى نفوسنا وتجعل منا أشخاصا مواطنين. وأخيرا السينما هي عمل توثيقي، أي أنها أداة لمعرفة الواقع وإدراك تغيراته. فالمجتمع المغربي يتطور بسرعة مذهلة، والسينما، مثلها مثل حقول البحث العلمي من سوسبولوجيا وأنتروبولوجيا وتاريخ وغيرها، تساعدنا على فهم الواقع الذي نغفل فيه وتتفاعل معه.

هل ما هي استراتيجيتكم داخل المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتحقيق هذا النوع من التفاعل الإيجابي مع الواقع المغربي؟

○ بما أننا مكلفون بمتابعة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، فإننا نشغل على كل ما له علاقة بالذاكرة والتاريخ. لذلك يسوق المجلس الوطني لحقوق الإنسان بإصدار مجموعة تتكون من ستة أفلام مغربية حول سنوات الرصاص أنتجت ما بين سنتي 2000 و2004 من شأنها أن تنقل إلى الجيل الحالي ما حدث في الماضي من تجاوزات في مجال حقوق الإنسان، لمساعدته على

حوار مع "عزيز ادمين" : كيف قاطع الرميد "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" وكيف قدمه كمؤسسة رائدة لحقوق الإنسان بجنيف

حوار . موقع زنگة 20

بداية هل يمكن أن تقدم لنا في أي سياق يأتي تقديم تقرير المغرب للاستعراض الدوري الشامل؟ منذ سنة 2006 شهدت منظومة حقوق الإنسان داخل الأمم المتحدة إصلاحا كبيرا، حيث تم الرقي بـ "لجنة حقوق الإنسان" التي كانت تضم 53 سفيرا إلى "مجلس حقوق الإنسان" الذي يضم حاليا 47 سفيرا ممثلين لدول حسب التوزيع الجغرافي "العادل"، "المجلس" أصبح تابعا مباشرة للأمين العام للأمم المتحدة وتحت السلطة الإدارية "للمفوضية السامية لحقوق الإنسان"، في حين أن اللجنة كانت تابعة للمجلس الاقتصادي والاجتماعي.

وتتوزع آليات الأمم المتحدة في "مجلس حقوق الإنسان" إلى: آليات تعاقدية، وهي تسعة مرتبطة بـ "الاتفاقيات الأساسية" التسعة، بالإضافة إلى "اللجنة الفرعية المعنية بمناهضة التعذيب" المنشأة بموجب البروتوكول الاختياري لمناهضة التعذيب وجميع أشكال المعاملة اللاإنسانية والحاطة بالكرامة. ومن جهة أخرى هناك آليات غير تعاقدية داخل "مجلس حقوق الإنسان"، وهي بدوها تنقسم إلى ثلاثة أنواع: هناك "نظام الإجراءات الخاصة" أو المسمى القرار 1235، والمكون من حوالي 37 مقرر وفريق عمل ومجموعة عمل معينين بموضوع معين، يضاف إليهم 10 مقررين دوليين معينين بدول تعرف توترات أو نزعات، وهناك أيضا "نظام الإجراءات السرية" أو المسمى القرار 1503، وأخيرا هناك نظام "الاستعراض الدوري الشامل".

بخصوص الاستعراض الدوري الشامل، من مميزاته أنه أصبحت جميع دول العضو داخل الأمم المتحدة تقدم تقاريرها الوطنية بشكل دوري، حيث انطلقت الدورة الأولى سنة 2008، وكان المغرب من بين الدول الأولى التي قدمت تقريرها الوطني في هذه الدورة، وعموما كانت دورية التقارير هي أربع سنوات وألان أصبحت أربع سنوات ونصف.

ما الفرق بين تقديم التقرير الوطني المغربي بين 2008 و2012؟

بخصوص تقديم تقرير سنة 2008، كان على المغرب أن يجيب على سؤالين رئيسيين وهما: ما هي وضعية حقوق الإنسان بالبلد؟ وما هي التوصيات التي سوف يعمل عليه خلال أربع سنوات؟

أما سنة 2012، تتعلق بالإجابة على ثلاثة أسئلة وهي: وضعية حقوق الإنسان خلال الفترة 2008-2012؟ وماذا تحقق من توصيات 2008؟ وما هي التوصيات التي سوف تعمل عليها الدولة خلال الفترة 2012-2016؟

من خلال تتبعكم لتقديم الوفد المغربي للتقرير بجنيف، ما هي ملاحظتكم؟

لا بد أن نشير أن وفد دولة معينة، عندما يتقدم في محفل دولي، فهو يمثل الدولة الطرف، ولا يمثل أي تيار مذهبي أو سياسي أو إثني، وللأسف الملاحظة الأولى التي تم تسجيلها، تتمثل في أن السيد "مصطفى الرميد"، قدم دعاية حزبية وليس ترويج لإصلاحات المغرب، تمثل ذلك في ثلاثة نقاط:

الأولى في كون جميع الإصلاحات التي قدمها "الرميد" تعود للفترة ما بين فاتح يوليوز 2011، وتشكيل الحكومة بقيادة حزب، قال عنه "الوزير"، كان في المعارضة.

والثانية، عندما صرح بالقول أن "الحكومة الحالية يقودها حزب يفتخر بالانتماء إليه".

والثالثة عندما قال بالحرف " وأصبح الحزب (العدالة والتنمية) رقم واحد في المعادلة السياسية؛

الملاحظة الأخرى، تكمن في أن أي مستمع إلى السيد "الرميد"، يحس كأن المغرب عاش نوعا ما فراغا، سواء فيما يتعلق بالإصلاحات أو الانتهاكات في الفترة الممتدة ما بين 2008 و2011، في حين كان من المفروض على السيد "الوزير" أن يقوم بالمسح الشامل على الفترة ما بين الاستعراضين.

ملاحظة ثالثة، يمكن القول بنوع من الارتجالية التي طبعت تقديم التقرير الوطني، من حيث ترتيب المداخلات حسب تراتبية الوفد الرسمي، حيث لوحظ بتغيير الأماكن ما بين الأعضاء، للسماح للأعضاء الآخرين بالحديث، مما يعكس غياب تنسيق بين الوفد. ملاحظة أخيرة، السيد "الريميد"، كان مفروض أن يجيب عن الالتزامات المغربية إزاء الاتفاقيات الدولية، أو على الأقل أن يكون وفي ومطابق لما جاء في "التقرير الوطني" الذي صاغته "المنذوية الوزارية لحقوق الإنسان"، عوض أن يقدم دروس في القانون الدستوري والدستور الجديد.

نعود إلى موضوع الملاحظات المقدمة "للريميد" من قبل ممثلي الدول؟ هناك منزلق سقط فيه "الريميد"، وأعتقد أن الكثيرون لم ينتبهوا إليه، فعندما طرحت ملاحظة عن مسألة "الإفلات من العقاب" في جريمة اغتصاب قاصر، قال بالحرف: " ليس لدينا في قانوننا أو في ممارستنا زواج المعتصب من البنت القاصر، ولكن لدينا زواج الشخص الذي غرر بقاصر وافتض بكرهما، وهنا عرف اجتماعي يتدخل فيه الأطراف ويحاولون تجاوز هذه الجريمة بالزواج...". إذا كان السيد "الريميد" استطاع أن يميز بين الاغتصاب والتغريب، فإنه اعترف صراحة أنه حتى في إشكالية التغريب بالقاصر هي "جريمة"، يتم الإفلات منها بالزواج. وهو تناقض صارخ.

كما أنه في الرد على الملاحظات (وهناك تسجيل كامل يمكن اللجوء إليه إذا اقتضى الحال)، عندما تحدث عن الجرائم التي تدخل في اختصاص المحكمة الجنائية الدولية، صنفها إلى ثلاثة وهي: الإبادة الجماعية و الجرائم ضد الإنسانية و "الاختفاء القسري"، وهو خطأ، أستغرب أن يقوم به السيد "الريميد"، حيث جريمة الاختفاء القسري تعتبر من ضمن جرائم ضد الإنسانية، أما الجرائم المنصوص عليها في النظام الأساسي لروما، فهي بالإضافة إلى جرمي، الإبادة الجماعية، وجرائم ضد الإنسانية، جرمي الحرب والعدوان. ربما تشكل هذه بعض الشكليات، أو التدقيقات في المفاهيم، ولكنها تخلق أثرا قويا على مستوى وفود الدول، وكذلك على مستوى الآثار القانونية والتوصيات التفاعلية.

ما هي انطباعك عن الرئيس السابق لمنتدى الكرامة لحقوق الإنسان؟ يمكن القول أنه بمجرد فوز حزب العدالة والتنمية بالرتبة الأولى في انتخابات 25 نونبر، فإن "الريميد" الحقوقي قد "مات"، ونحن نتعامل مع رجل السياسة، ويعود ذلك إلى تصريحاته ومواقفه قبل هذا التاريخ وبعدها، فعندما يقول أن نهاية التعذيب في المغرب قانونا وممارسة، وعندما يقول أنه تم إدماج جميع توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في الدستور الجديد، وعندما يلغي المصادقة على النظام الأساسي لروما المنشأ للمحكمة الجنائية الدولية وتعويضها بالتنصيص الدستوري على جرائم هذه المحكمة واعتماد مبدأ "عدم الإفلات"، وهما إجراءان يستشف منهما، أهمما يليان "وجع دماغ" المحكمة الجنائية الدولية، وعندما يقول في جنيف أنه يتشبث بالحقوق بكونيتها وشموليتها وكما هي متعارف عليها عالميا، وفي البرلمان المغربي يتحدث عن الخصوصية الثقافية والاجتماعية، وعندما يقول أنه ليست هناك أي "رقابة قبلية على الصحافة"، وعندما يقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان أمام المنتظم الدولي باعتباره مؤسسة وطنية رائدة ومهمة في التطور الحقوقي في المغرب، في حين سبق للسيد "الريميد" أن وقع على بلاغ سابق يقول فيه ب" مقاطعة المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانته الجهوية في الترقية الحالية، ومقاطعة كافة أعماله ونشاطاته، باعتبار أن " التركيبة الحالية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان وللجان الجهوية التابعة له لا تتوفر فيها شروط التعددية الفكرية طبقا لمبادئ باريس". فكل ما جاء على لسان السيد "الريميد" تكذبه تقارير المنظمات الحقوقية الدولية والوطنية بما فيها بيانات و بلاغات وقعتها باسمه خلال الفترة ما بين 2008 و 2011. نكون آنذاك أمام "رجل السياسة".

القلعة او (القشلة) المعلمة التاريخية التي يطالها الازهال

القلعة او (القشلة) المعلمة التاريخية التي يطالها الازهال او المعتقل السري وجبر الضرر الجماعي وحفظ الذاكرة مع وقف التنفيذ...؟

ارتبط وجود هذه البناية التي تطل على المركز الحضاري لقلعة امكونة بالتواجد الاستعماري والذي اتخذها تكتة عسكرية - القشلة - الى غاية 1975 لتتحول الى معتقل سري لترتبط بكل مظاهر الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، استنادا إلى الآليات الدولية والتجارب العالمية، والتي نتجت عن فعل الدولة أو الأشخاص أو المجموعات العاملة لفائدتها، وهي التالية: الاختفاء القسري، والاعتقال التعسفي وسوء المعاملة... وكمثيلاتها في المغرب توقفت عن اداء مهمة العمل السري وجعلها علامة من علامات الانتقال الديمقراطي بالمغرب مع إحداث اما سمي "هيئة الانصاف والمصالحة"، واشتغالها طيلة عامين، عملية خداع سياسي من الطراز الاول، ما شهد المغرب مثيلا لها، بفعل طاقم اليساريين سابقا الذين عاونوا النظام في محاولة لفك احدى اكبر العضلات المروثة والجروح الدائمة عن عهد الحسن الثاني. وسرعان ما تسلم المجلس الاستشاري لحقوق الانسان مهمة مواصلة عمل "هيئة الانصاف والمصالحة"، أي صرف ما تبقى من تعويضات، ومتابعة حالات مجهولي المصير التي لم تات الهيئة بشاها مجديداً. اتكو مثلاً محليا ، علاوة على هذا ثمة الكثير من التوصيات التي قيل انها تتوخى تفادي تكرار ما جرى، والتي صفت لها طوابير المثقفين ورجال القانون وما شابه من هوة "الدفاع عن حقوق الانسان"، متجاهلين ان شدة القمع قائمة بالقوة في بنية المجتمع الذي تعيش فيه زمرة من ورثة سادية الجلاد . ولا بأس ان انقل لكم شهادات بعض من اخذ الزمن وتوالي الفصول من جسدهم داخل معتقل قلعة امكونة " أمضيت في الزنزانة مدة عام ونصف، ورغم أن السجن كان يضربني فإنه كان وسيلة الاتصال الوحيدة بيني وبين العالم " محمد النظرائي اتفقنا على تحدي الموت كي يشهد أحدنا على الأقل بما عايناه في المعتقل "عبد الناصر". التعذيب في قلعة امكونة كان يعتمد أساليب بدائية بشعة تختلف عن الأساليب العصرية المستخدمة في أميركا اللاتينية " عبد الرحمان. ": كنت مرشحا للموت في هذه غرفة خمسة يوم 19 إبريل 1982 قد شللت ولم أعد قادرا لا على الأكل ولا على التفكير ولا على أي شيء كنت أنتظر الموت، بصراحة لم أكن أخشى الموت لكن كانت عندي أحر أمنية أن لا أدفن في هذا السجن، كنا نسعى للتغيير ولو بعد موت على الأقل أن يدفن الإنسان من طرف العائلة، أن يدفن كإنسان." مولاي إدريس الحريزي " قلعة امكونة مركز سياحي سيدتي إنها عاصمة الورود تازمامارت كانت موجودة فعلا والأمر انتهى الآن." الحسن الثاني..... لتقول أخت الحسين المانوزي: " مادمننا لم تتوصل بجثمانه فاننا نعتقد بأنه مازال حيا ومازال عندنا الأمل إنني أقول له بأنني مشتاقة اليه كثيرا وحيدا لو تمكنت من معانقته الآن انني أود معانقته بجمرة." ليستمر الانتظار الى حد الآن.

اقف عند هذا الحد ، لان الحديث عن التجربة باسهاب سيجري الى اغفال صميم المقال : المعلمة التي اريد لها ان تتحول الى اطلال يكون مصيرها - كمعتقل تازمامارت - معالم النار والحديد التي انتهت بصفة نهائية من فوق الارض ، ولكنها بقيت راسخة في ذاكرة من افنوا زهرة عمرهم في سراديبها ومعهم افراد عائلاتهم ، اما القلعة التي سميت امكونة باسمها ، فمنذ ان نظمت القافلة الاولى اليها من قبل هيئة متابعة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان تحت شعار: " حتى تستعيد قلعة امكونة ورودها"، مساء يوم 01-02 يونيو 2002، وضمت زهاء 200 شخصية، تنتمي إلى فعاليات سياسية، ومدنية، وحقوقية، ونقابية، وثقافية فنية، وهي الوقفة التي تم خلالها توقيع اتفاقية بين أطراف هيئة المتابعة الثلاثة، والفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان، في شأن العمل المشترك في مجال الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب، فيما نظمت الثانية من قبل المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف سنة 2003 ضمن مسار سيرورة تنظيمه وقرارات رمزية أمام المعتقلات السرية الرهيبة ، وساكنة امكونة ودادس تنظر الى مسألة جبر الضرر الجماعي الامل الذي سيعيد لورود دادس وامكونة سمعتها الكونية ، انها من القضايا التي روجت بصددها الدولة الكثير من الكلام المنمق الذي سيرد الاعتبار لامكونة التي قيل عنها انها عاصمة الورود.

وفي يوم الجمعة 8 أبريل 2010. فتحت أبواب المعتقل السري الرهيب "قلعة مكونة" لبعض السفراء والقائمين بأعمال بعض السفارات الأوربية المعتمدين لدى الرباط ، انها سياحة من نوع اخر: سياحة الديكتاتور مثلها مثل - السياحة الجنسية - حيث الوقوف على الممنوع وادوات العنف الذي يعمق الجروح وينبش في ذاكرة الآلام، وقد سجل الوفد باسف شديد ان حزعا كبيرا من المعتقل اصبح عبارة عن خراب، يتخذ منه الحمام والمتشردين ملجأ لهم، مما جعل السفراء يشددون على ضرورة التعجيل بترميمه حفظا للذاكرة، وقيل لهم أن وزارة الثقافة سبق لها أن وقعت على اتفاقية في هذا الإطار مع "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" في صيغته السابقة تماشيا مع رغبة المغرب الرسمية في المصالحة مع ماضيه. كما نظم المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بورزازات يومي 27 و 28 شتنبر 2010 يوما دراسيا حول: "الالتقائية بين برنامج جبر الضرر الجماعي والمخططات الإستراتيجية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية. وتمثل الهدف من هذا اللقاء، الذي نظم تحت شعار، "من أجل النهوض بالحقوق الاقتصادية، والحقوق الاجتماعية، والحقوق الثقافية، والحقوق البيئية. بمناطق قلعة مكونة، سكورة، أكدز وتاكونيت"، وفي توضيح تدخلات مختلف الفاعلين، وتحديد فرص ومجالات الشراكة والتعاون بينهم، إضافة إلى رسم أولويات التدخل، خرج المشاركون في هذا اللقاء بجملة من التوصيات ترمي إلى تعزيز الالتقائية بين برنامج جبر الضرر الجماعي والمخططات الإستراتيجية للتنمية الاجتماعية والاقتصادية للمناطق المستهدفة. من اهمها: "تسريع تفعيل توصيات هيئة الإنصاف المصالحة في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي" لينتهي كل شيء في انتظار التعويضات التي يسأل لها اللعاب مقابل جملة من التقارير... او القفز على الاختلالات المرصودة في أكبر مشروع لجبر الضرر الجماعي... مثلا في مدينة تتغير. انما "فضيحة" شهدها بناء إحدى أهم المركبات السوسيو ثقافية في الجماعة القروية تيزكي ، ومع ذلك استمر العرض المسرحي بنفس الممثلين الذين قال عن امثالهم محمود درويش " سقط القناع على القناع ".

ولم يفقد الامل بتأسيس التنسيقية المحلية لبرنامج جبر الضرر الجماعي بإقليم تنغير مؤخرا، والتي تندرج في إطار تفعيل توصيات (هيئة الإنصاف والمصالحة) بنوع من الكتمان الاعلامي او السرية التي كادت ان تكون تامة ،و الهادفة إلى ضمان جبر الأضرار الجماعية في المناطق التي تضررت جراء حدوث انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان بما. كما تم تكليف المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بورزازات بإعداد مشاريع اتفاقيات للشراكة مع كل من المجلس الإقليمي لتنغير، وباقي الجماعات المنتخبة المعنية ببرنامج جبر الضرر الجماعي بالإقليم وإرسالها للشركاء قصد دراستها وإعدادها للمصادقة خلال الاجتماع القادم للتنسيقية المحلية انما فرصة اخرى لفتح الشهية كما يقال . في انتظار موت الذاكرة الجماعية وتقدم مشروع الاعدادية وتحول القلعة المعتقل الى كومة من تراب واطلال طالها النسيان والاهمال بسق الاصرار و الترصّد ، جدار تأكلت واخرى تستعد للصلاة ، ابواب خربت واخرى نُهبت ، معالم شوهدت واخرى في الواجحة في انتظار زيارة وفد رسمي الذي لن ياتي ... لينتهي كل شيء الا الرعب والخوف الذي كان يسكن المعلمة والمنطقة على السواء اذن متى سترشدنا الالافته الى القلعة وهي تحمل اسم " متحف ذاكرة داس امكون " او " الخزانة الكبرى لامكون دادس " وربما اخطأت التقدير ولما لا " دارقلعة امكونة لهواة الضحك على الذقون " او أي عنوان تراه أي القارئ الكريم مناسبا .

اما عن حفظ الذاكرة فعلى كل ضحايا القمع الطبقي، ان يساهموا في حفظ، ذاكرة النضال، لتكون حافزا لشباب اليوم لينخرط في الكفاح، وتمييزها عن ذاكرة الجلادين وناهي المال العام والاعتناء اللامشروع بجميع الطرق والوسائل سواء بالمشروع والتقارير الوهمية التي لاساس لها في الواقع او التحايل على ذاكرة المجتمع والوطن ليصنعوا في انفسهم ابطال بلا مجد. ان الجبر الحقيقي للضرر الجماعي يعني تنمية اقتصادية واجتماعية قائمة على المساواة والديمقراطية بعيدا عن الركوب على منجزات سياسة محاربة الفقر التي وضعها البنك العالمي لتكون موازية لسياسات التقويم والهيكلي .

قلعة امكونة: ميمون تافويت

رمى مصطفى الرميد وزير العدل والحريات بكرة اللهب المتمثلة في اختفاء المناضل اليساري المهدي بنبركة إلى ساحة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

وقال الرميد خلال جواب كتابي عن سؤال تقدم به النائب حسن طارق "بصراحة لم أفتح هذا الملف بعد، وإن كنت من الناحية النظرية أعتقد أنه أوكل للمجلس الوطني لحقوق الإنسان مهمة الكشف عن حالات الاختفاء القسري والتي تعتبر حالة المهدي بنبركة من بينها" معتبرا أن هذا الملف الذي يناهز عمره نصف قرن ليس من أولويات بداية ولاية الرميد، قبل أن يتساءل الوزير الإسلامي في الجواب الذي تلقى فريق الاتحاد الاشتراكي حتى مع وجوده ضمن الأولويات هل يمكن لوزارة العدل المغربية أن تقوم بدور ما؟ خصوصا وأن هذه الوزارة قادها وزيرين من حزب الاتحاد هما محمد ج بوزيع والكاتب الأول للاتحاد عبد الواحد الراضي دون الوصول لفك خيوط هذا الملف الغامض.

الاستثمار في السينما، ولا شيء غير السينما .. مهرجان مرتيل للسينما المغربية والأبيروأمريكية في دورته 12

شكلت عناوين الدورة 12 لمهرجان السينما المغربية والإبيروأمريكية بمرتيل، الذي سيستمر إلى غاية 2 يونيو 2012، مجالا للوقوف على معاني هذه الدورة التي رهنت نفسها بروح المسؤولية والاعتراف والفكر وحقوق الإنسان والسينما... في هذا السياق، اعتبر أيوب الأنجدي البغدادي، مدير المهرجان، أن مسؤولية استمرار المهرجان تعود إلى مرجعية نادي مرتيل للسينما والثقافة التي تبنت الاستثمار في الثقافي، وفي السينما ولا شيء غير السينما، وذلك بغرض إشراك مدينة مرتيل في قضايا الشأن الثقافي جهويا ووطنيا.

كما أكد، مدير مهرجان مرتيل، أنه عندما دقت إدارة المهرجان، أبواب المؤسسات والهيئات الوطنية، ليس «بدافع مبطن أو يتناقض مع توجهاتنا واستراتيجيتنا الثقافية»، مشيرا إلى أن مطالب المهرجان الثقافية مشروعة «مادامت تخدم مشروعا ثقافيا، هو في الأصل، صوت المغرب والمغاربة، الذي نسمعه من مرتيل إلى دول الإبيروأمريكية والأوربية والعربية».

وفي شق الاعتراف، الذي كرسه المهرجان، من خلال منشوراته، هذه السنة، سيخصص كتيب هذه الدورة للراحل الباحث والناقد السينمائي محمد سكري الذي أعده الناقد السينمائي حسن نرايس.

وللإشارة، سبق لمهرجان مرتيل أن خصص منشوراته لكل من المخرج الجليلي فرحاتي، والمخرج مصطفى الدرقاوي، والراحل الناقد نور الدين كشطى.

أما في المجال الفكري، سنويا، كرس المهرجان، بتعاون مع كلية الآداب والعلوم الإنسانية بمرتيل عبد المالك السعدي ومجموعة الدراسات والأبحاث السمعي-البصري، تقليدا ثقافيا من خلال فضاء للحوار والنقاش الفكري المعرفي تحت عنوان «السينما كشاهد على العصر»، التي يشارك فيها هذه السنة كل من ادريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المخرج المصري محمد خان، ميشال خليفى، الجليلي فرحاتي فرنسيسكو طابوادا تابون (من المكسيك)، جورجى نوفوا (البرازيل)، محمد أوزتوريك (تركيا)... وتتميز الدورة 12، لهذه السنة، بانضمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لمسار هذه التجربة الثقافية السينمائية، وذلك من خلال توقيع اتفاقية شراكة ما بين المجلس الوطني والمهرجان وكلية الآداب بمرتيل ومجموعة الدراسات والأبحاث السمعي-البصري. وهذه الاتفاقية سيوقعها ادريس اليزمي، رئيس المجلس ومدير المهرجان أيوب الأنجدي البغدادي، عميد كلية الآداب والعلوم الإنسانية محمد سعد العلمي ورئيس مجموعة الأبحاث الباحث حميد العيدوني.

أما في الشق السينمائي، فالدورة 12، هي عنوان الانفتاح على سينما أخرى، تنتمي إلى دول أمريكا اللاتينية من البرازيل، الأرجنتين، كوبا، المكسيك... تضع المشهد السينمائي المغربي من خلال مهرجان مرتيل للسينما المغربية والإبيروأمريكية، في موقع شاشة أخرى، يفتحها المهرجان كبوابة ثقافية تتيح الفرصة لمشاهدة سينما نسمع عنها، ومن جهة أخرى، مناسبة للوقوف على القيمة الثقافية والفنية التي يقدمها المهرجان منذ دورته الأولى...

خمسة أبعاد بصيغة سينمائية تحملها الدورة 12 للمهرجان، أكدت عليها كلمات الافتتاح الذي احتضنه فضاء سينما «الريف» التي قدمها كل من ممثل المجلس البلدي لمرتيل، وعميد كلية الآداب والعلوم الإنسانية بمرتيل، والتي اعتبرت أن النجاحات لا ترتبط دائما بالعوامل المادية والإمكانات، وبالكثرة أو الحجم، وإنما بعوامل معنوية كالجهد والإرادة القوية، والثقافة المشروعة، منها السينما.

وأمام هذا الوضع الغريب قانونيا واللامسؤول سياسيا والمرفوض أخلاقيا، وفي ظل ازدواجية الخطاب الذي يطبع مواقف الحكومة الحالية من خلال تصريحات كل من وزير الاتصال الناطق الرسمي باسم الحكومة مصطفى الخلفي والوزير المكلف بالشؤون العامة والحكامة محمد نجيب بوليف ووزير التشغيل عبد الواحد سهيل ووزير الاقتصاد والمالية نزار بركة في أكثر من مناسبة عبر مختلف المنابر الإعلامية، التي تفيد بأن الحكومة الحالية ملتزمة بتنفيذ مقتضيات المحضر، والتصريح الأخير لرئيس الحكومة بمجلس النواب المتنافي مع مبدأ الوفاء بالتزامات الدولة إزاء مواطنيها، القاضي بضمان الحقوق المكتسبة في إطار استمرارية المؤسسات والمرفق العام، نعلن للرأي العام ما يلي

- شجبنا لتصريح رئيس الحكومة بمجلس النواب الملوح بعدم التزام الحكومة بتنفيذ التزام الدولة الموثق في محضر 20 يوليوز
- تلبينا لدعوة الكونغرس الديمقراطية للشغل والفيدرالية الديمقراطية للشغل لتنظيم مسيرة وطنية احتجاجية تحت شعار "الكرامة أولا"، يوم الأحد 27 ماي 2012، وذلك لكون هذه المسيرة السلمية تدخل في إطار الدفاع عن الحق في الشغل والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمواطنين والمواطنات وعن الديمقراطية وحقوق الإنسان بصفة عامة.
- تنصل الحكومة، برئاسة حزب العدالة والتنمية، من التزامات الدولة تجاه مواطنيها دعوة مباشرة لهم إلى سحب الثقة من مؤسسات الدولة.

- تشبنا بمقنا المكتسب في التوظيف المباشر، الموثق بمحضر 20 يوليوز 2011 الموقع من طرف مؤسسات الدولة.
- عزمنا على توحيد صفوف مع باقي تنسيقيات المعطلين بالمغرب ومساندتنا للامشروطة لكل المطالب الاجتماعية للفئات المقهورة

- مواصلتنا لنضالنا السلمي وعزمنا على خوض احتجاجات تصعيدية واعتصامات مفتوحة غير قابلة للتراجع ما دامت الحكومة تحرق القانون وتصادر على الحقوق المكتسبة وتستعثر بمعاونة فئة عريضة من أبناء هذا الوطن.
- استعدادنا جميعا للتضحية في سبيل انتزاع حقوقنا وتكريس حق الإدماج المباشر لجميع الأطر العليا المعطلة في الوظيفة العمومية.
- مطالبتنا الدولة بإنصافنا وتعويضنا عن سنة وثلاثة أشهر من التسوية والعود بتسوية ملفنا.
- مطالبتنا السيد إدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي كان وسيطا وضامنا لحقوقنا خلال المفاوضات التي أسفرت عن المحضر المذكور، بالتدخل في اتجاه تنفيذ الالتزام.

- — مناشدتنا للهيئات الحقوقية وجمعيات المجتمع المدني وكل الغيورين على حقوق الإنسان من الداخل والخارج بمساندتنا ومؤازرتنا في الدفاع عن حقنا المشروع وملفنا العادل.

- إدانتنا واستنكارنا الشديد للمقاربة الأمنية والعنف الممنهج ضد الاحتجاجات السلمية للأطر العليا المعطلة
- نحمل الحكومة الحالية كامل المسؤولية عما ستؤول إليه الأحداث في حالة التنصل من تنفيذ المحضر والمصادرة على حقوقنا المكتسبة وما سيتتبع ذلك من كوارث اجتماعية ومادية بسبب تعنت رئيس الحكومة في مواجهة مطالب المعطلين عموما، وأصحاب محضر 20 يوليوز على وجه الخصوص.

حرر بالدار البيضاء يوم الأحد 27 ماي 2012

التنسيقية الموحدة التنسيقية الأولى التنسيقية الوطنية التنسيقية المرابطة



إحياء ذكرى الشهيد كمال عماري.. وقفة وندوة صحفية الخميس بالرباط

بلاغ

تخليدا للذكرى الأولى لاغتيال الشهيد كمال عماري رحمه الله، يتشرف دفاع وعائلة وأصدقاء الشهيد بدعوتكم للمشاركة في وقفة رمزية أمام مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوم الخميس 31 ماي 2012 على الساعة العاشرة صباحا، تليها ندوة صحفية بنادي المحامين بحي المحيط بالرباط على الساعة الحادية عشرة، بمشاركة فعاليات حقوقية وإعلامية ومدنية وسياسية... وطنية ودولية.

طنجة: اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان تستعرض أنشطتها

محمد حمضي من الأقاليم

0 Comments

عقد مؤجرا، وفد برئاسة سلمى الطود رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بجهة طنجة لقاء مع والي جهة طنجة .
اللقاء كما جاء على لسان رئيسة اللجنة الجهوية في كلمتها عند افتتاح الاجتماع الذي احتضن أشغاله المعهد الوطني للعمل الاجتماعي يومي السبت والأحد 19 و 20 ماي، كان مثمرا للغاية .

فبعد أن قدمت رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لحة عن اختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان كما حددها الظهير الشريف 1.11.19، وعن آلياته الجهوية التي تعتبر لجنة جهة طنجة واحدة منها، وبعد عرضها لمختلف الأنشطة التي قامت بها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بجهة طنجة منذ تنصيب أعضائها بتاريخ ثاني فبراير الأخير ، بسطت بعد ذلك أمام المسؤول عن الإدارة الترابية الجهوية، والظروف التي تشتغل فيها اللجنة بكل إكراهاتها وصعوباتها التي لن تحد من عزيمة أعضاء اللجنة من أجل حماية حقوق الإنسان والنهوض بها على مستوى جهة طنجة .

وعبر الوالي عن رغبته ورغبة إدارته في التعاون مع اللجنة الجهوية بما يرتقي بحقوق الإنسان على مستوى هذه الجهة. ولتنجسيد هذه الإرادة على أرض الواقع ، قرر أن يكون هو بنفسه مخاطب اللجنة حيث سيعقد مع أعضائها جلسة حدد لها الاثنان الثاني من كل شهر لمعالجة مختلف القضايا المطروحة، كما أبدى استعداده الكامل من أجل توفير قطعة أرضية توضع رهن إشارة اللجنة الجهوية لبناء مقر يليق بمقام هذه المؤسسة الدستورية . وطلب من وفد اللجنة الجهوية تنظيم دورات تكوينية مشتركة بين أعضاء اللجنة وموظفي الإدارة الترابية من أجل تطبيع وتحسين العلاقة بين المواطنين والإدارة الترابية بما يساهم في تشبع الموظفين بثقافة حقوق الإنسان التي يعتبر تمثلها رافعة أساسية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية والبيئية .

وعبر الوالي وفي إطار التوضيحات المقدمة لأعضاء اللجنة الجهوية في موضوع مهاجري جنوب الصحراء الذين يستقر بشكل غير قانوني عدد كبير منهم بمدن الجهة، «عبر» عن التزامه باحترام كافة الحقوق التي تضمنها القوانين للمهاجرين اللواتي لهم أطفال .
وقدمت سلمى الطود لحة مختصرة عن زيارة وفد عن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لمستشفى الأمراض العقلية والنفسية الموجود بحي بني مكادة بطنجة ، على أن تعود للموضوع في تقرير مفصل في لقاء آخر .

يذكر بأن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بجهة طنجة صادقت يوم الأحد 20 ماي على خارطة طريقها لما تبقى من السنة الجارية ، كما استفاد أعضاء اللجنة يوما قبل ذلك من ورشة تدريبية حول الرصد والتقصي وتقنيات زيارة السجون . وتعود الغاية من تنظيم هذه الورشة بالإضافة إلى طابعها التدريبي ، حرص أعضاء اللجنة الجهوية على بناء علاقة ناضجة ومسؤولة مع كل جهة توجد في علاقة تماس مع موضوع السجون ، على اعتبار أن العلاقة التي تجمع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان انطلاقا من اختصاصاتها ، بالإدارة الجهوية والمحلية للمؤسسة السجنية هي علاقة تشارك وتكامل وتعاون. بما ينعكس إيجابا على أوضاع المحتجزين والسجون .

فيدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة تضع تصورا حول هيئة المناصفة ومنع كافة اشكال التمييز

محمد الطيب

نظمت فيدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة لقاء تناظريا بالدار البيضاء يوم السبت 26 ماي 2012، شارك فيه أكثر من 250 شخص: ممثلات وممثلي لجمعيات نسائية حقوقية و تنموية وتعاونيات نسائية ونقابية من مختلف مناطق المغرب، وفاعلين سياسيين ، برلمانيات ، مستشارات جماعيات ، بالإضافة إلى ممثلة عن المجلس الوطني لحقوق الانسان و ممثلة لوزارة الاسرة و التنمية الاجتماعية و التضامن ، لمناقشة مشروع المذكرة المعدة من طرفها والخاصة بهيئة المناصفة ومنع كافة أشكال التمييز المنصوص عليها في الفصلين 19 و 164 من الدستور . ومن المعلوم ان هذا اللقاء التناظري جاء كتتويج للقاءين الاول بالرباط بتاريخ 9 ماي و الثاني بفاس يومي 18 و 19 ماي 2012.

وبعد النقاش المستفيض حول تصور الهيئة واختصاصاتها وتركيبتها وحدود العلاقة بينها وبين المؤسسات التشريعية والتنفيذية ، باعتبارها سلطة رقابية وسلطة اقتراحية و توجيهية مستقلة تعمل على النهوض بحقوق النساء و حمايتها بهدف تحقيق المساواة بين النساء و الرجال في الحقوق المدنية و السياسية و الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية و البيئية ، و ذلك انطلاقا من أحكام الدستور والمواثيق الدولية لحقوق الإنسان بشكل عام والحقوق الإنسانية للنساء بشكل خاص،
خلص اللقاء بالتوصيات التالية :

تبني المذكرة بعد إغنائها من طرف كل ممثلات الجمعيات النسائية الفاعلة في مجال حقوق النساء و كل الفعاليات الجمعوية والسياسية الحاضرة في اللقاء تكليف فيدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة للدعوة إلى لقاء عاجل للتنسيق بين مكونات الحركة النسائية ووضع خطة واستراتيجية للترافع من أجل الإسراع بتفعيل هيئة المناصفة ومنع كافة أشكال التمييز حتى يتسنى لها القيام بدورها للنهوض بحقوق النساء و حمايتها من العنف و التمييز